L. 10.240/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 24 octobre 1967, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "n°... favorisant l'usage de la monnaie scripturale", a donné le 7 novembre 1967 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 24e oktober 1967 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "nr. ... tot bevordering van het gebruik van giraal geld", heeft de 7e november 1967 het volgend advies gegeven :

Les considérations développées dans le rapport au Roi font ressortir l'intérêt que présentent pour le financement des investissements tant publics que privés, le développement de la monnaie scripturale et son corollaire l'accroissement des dépôts à vue dans les banques et à l'Office des chéques postaux.

Le projet se fonde dès lors à bon droit sur l'article 1er, 6°, de la loi du 31 mars 1967.

Toutefois, l'obligation imposée à tout commerçant par l'article 1er étant assortie d'une sanction civile la perte d'intérêts normalement dus,et les obligations prévues par l'article 2, § 1er, de peines correctionnelles, il s'indiquerait de faire également référence dans le premier alinéa du préambule à l'article 4 de la loi du 31 mars 1967.

EXAMEN DU TEXTE.

Article 1er.

Selon les intentions du Gouvernement, le compte que tout commerçant sera tenu de se faire ouvrir doit être un compte "à vue", le seul qui puisse permettre le tirage de chèques sur un banquier et par là, favoriser l'usage de la monnaie scripturale.

L'indication du numéro du compte sur les factures et relevés pourrait à elle seule être insuffisante si elle n'était accompagnée de la domiciliation de ce compte, c'est-à-dire de la mention de l'établissement (dénomination et siège, succursale ou agence) où le compte est tenu.

.../...

La non-débition des intérêts moratoires ne peut être définitive en cas d'absence de la mention du compte sur la facture. Cette omission doit pouvoir être réparée soit par une communication faite spécialement, soit à l'occasion d'un relevé transmis ultérieurement. Le Gouvernement est d'accord pour que les intérêts moratoires prennent cours dès que l'omission sera réparée.

Cependant, lorsqu'il est établi que le débiteur connaît le compte bancaire de son créancier soit par une communication antérieure, soit parce qu'il y opère déjà ses paiements, il ne paraît pas y avoir d'obstacle à ce que les intérêts moratoires prennent cours selon le droit commun.

Il arrive fréquemment que les clauses imprimées au verso des bons de commande ou des factures stipulent que des intérêts moratoires sont dus de plein droit à partir d'une échéance déterminée, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure ou sommation. Le texte pourrait être complété sur ce point pour lui assurer une pleine efficacité.

Article 2.

En ce qui concerne le § 1er, les immeubles, échoppes et véhicules ne devant pas être astreints à porter la nouvelle mention, il conviendrait d'aménager la rédaction de l'alinéa 2 de l'article 39 des lois coordonnées relatives au registre du commerce.

.../...

Aux §§ 2 et 3, il importe de préciser que le compte qui doit être mentionné dans la déclaration préalable à l'immatriculation au registre du commerce ne peut être qu'un compte personnel et non le compte d'un tiers. Ainsi une femme commerçante ne pourra indiquer le compte de chèques postaux ou bancaire de son mari.

Article 3.

En imposant aux commerçants l'obligation de recevoir par chèque ou virement le paiement de dettes d'au moins 50.000 francs, le projet donne à ces titres de paiement une valeur quasi égale à celle de la monnaie légale. Ainsi ces titres pourront-ils être utilisés désormais pour faire des offres réelles (articles 1257 et suivants du Code civil).

Mais l'alinéa 2 de l'article 3 prévoit que la réception de ces titres est faite sous réserve de bonne fin, c'est-à-dire sous réserve de paiement en espèces ou de transfert bancaire par l'organisme dépositaire de la provision.

De cette manière, la validité de l'offre réelle sera tenue en suspens jusqu'à ce que le chèque ait été honoré ou le virement exécuté.

.../...

L'obligation de recevoir pour paiement valable un chèque ou un virement ne laisse cependant pas de poser certains problèmes, spécialement lorsque corrélativement le créancier est tenu ou amené, soit à livrer à son débiteur une marchandise ou des documents la représentant (connaissement ou cédule warrantée), soit à lui remettre un gage ou des effets assortis de garanties juridiques (lettres de change, billets à ordre).

Le créancier pourrait ainsi être entraîné à se dessaisir de biens meubles ou de garanties contre un titre de paiement qui ne lui donne qu'une assurance plus réduite de recevoir son paiement.

Pour éviter cette conséquence, il s'indiquerait de prévoir dans le projet que le créancier ne peut être tenu de livrer marchandises ou titres de créance ou de remettre un gage qu'après l'exécution du titre de paiement.

Par ailleurs, le texte gagnerait en efficacité en s'appliquant également à tous versements de sommes pour cause commerciale, qu'il s'agisse d'avances, de provisions, de dépôts, de garanties.

+

\+ +

.../...

Le Conseil d'Etat n'a pu, dans le délai qui lui a été consenti, pousser plus avant l'étude des articles 1er et 3 du projet; pour pallier les difficultés qui lui sont apparues, il propose un texte qui a reçu l'agrément du Gouvernement :

".....

BAUDOUIN, ...

Vu la loi du 31 mars 1967 attribuant certains pouvoirs au Roi ... notamment l'article 1er, 6°, et l'article 4;

Vu les lois relatives au registre du commerce, coordonnées le 20 juillet 1964, notamment les articles 8, 9, 16 et 39;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil.

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Tout commerçant est tenu d'être titulaire d'un compte à vue, ouvert auprès de l'Office des chèques postaux, d'une banque établie en Belgique, d'une institution visée à l'article 1er, alinéa 2, 1°, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs ou d'une entreprise visée à l'article 1er, alinéa 2, 3°, du même arrêté royal. Il en indique la domiciliation et le numéro sur les factures, relevés de compte ou autres documents par lesquels il réclame paiement.

.../...

Aussi longtemps que ces indications n'ont pas été communiquées au débiteur, les intérêts moratoires ne sont pas dus, nonobstant toute mise en demeure, sommation ou clause contractuelle.

Article 2.-

Aux lois relatives au registre du commerce, coordonnées le 20 juillet 1964, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'article 8 est complété comme suit :

"12° la domiciliation et le numéro d'au moins un de ses comptes de chèques postaux ou bancaires";

2° l'article 9 est complété comme suit :

"11° la domiciliation et le numéro d'au moins un de ses comptes de chèques postaux ou bancaires";

3° l'article 16 est complété comme suit :

"4° sauf si la déclaration modificative a pour objet la cessation de l'activité commerciale, les indications prévues aux articles 8, 12°, ou 9, 11°, pour autant qu'elles ne figurent pas dans les déclarations antérieures";

4° dans l'article 39, la disposition suivante est insérée entre les alinéas 1er et 2 :

"Ils porteront de même la domiciliation et le numéro d'au moins un compte de chèques postaux ou bancaire".

..../...

5° dans l'article 39, alinéa 2 (devenant l'alinéa 3 par l'effet de la disposition précédente), les mots "les mêmes indications" sont remplacés par les mots "les indications prévues à l'alinéa 1er".

Article 3.-

Dans les relations entre commerçants agissant dans l'exercice de leur commerce, ceux-ci ne peuvent refuser les paiements ou versements de sommes d'au moins cinquante mille francs effectués par chèque, barré ou non, ou par virement sur un compte ouvert auprès d'un des organismes énumérés à l'article 1er. La réception de ces titres de paiement est faite sous réserve de bonne fin, conformément au droit commun.

Lorsqu'un créancier recevant son paiement par chèque ou virement est tenu de livrer en contrepartie soit des marchandises ou autres biens meubles, soit des documents représentatifs de marchandises ou des titres de créance assortis de garanties, ou de remettre un gage, il peut différer sa livraison jusqu'à exécution du titre de paiement.

Articles 4 et 5 (à inverser).

...

... ".

Het verslag aan de Koning toont aan, hoe belangrijk het toenemend gebuik van giraal geld en de daarmee gepaard gaande aanwas van de dadelijk opvraagbare deposito's bij de banken en bij het Bestuur der postchecks zijn voor het financieren van openbare en particuliere investeringen.

Het ontwerp is dan ook terecht gegrond op artikel 1, 6°, van de wet van 31 maart 1967.

Aangezien echter aan de verplichting, welke artikel 1 aan ieder handelaar oplegt, een burgerrechtelijke sanctie : het verlies van normaal verschuldigde interesten, verbonden is, en aan die welke artikel 2, § 1, oplegt, correctionele straffen verbonden zijn, zou in het eerste lid van de aanhef ook moeten worden verwezen naar artikel 4 van de wet van 31 maart 1967.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Artikel 1.

Volgens de bedoeling van de Regering moet de rekening welke ieder handelaar op zijn naam zal moeten laten openen, een dadelijk opvraagbare rekening zijn, de enige die het mogelijk maakt cheques te trekken op een bankier en zodoende het gebruik van giraal geld kan bevorderen.

Vermelding van het nummer van de rekening op facturen en rekeningafschriften zou op zichzelf onvoldoende zijn, als tevens niet werd vermeld waar de

.../...

rekening gedomicilieerd is, met andere woorden als niet werd aangegeven bij welke instelling (benaming en zetel, filiaal of agentschap) de rekening wordt gehouden.

Het niet verschuldigd zijn van moratoire interesten kan maar definitief zijn als op de factuur geen rekening vermeld is. Dat verzuim moet kunnen worden goedgemaakt ofwel door een speciale mededeling, ofwel naar aanleiding van een later bezorgd rekeningafschrift. De Regering stemt ermede in, dat de moratoire interesten zouden lopen van zodra het verzuim is goedgemaakt.

Als echter bewezen is dat de schuldenaar de bankrekening van zijn schuldeiser kent, hetzij door een vroegere mededeling, hetzij doordat hij reeds op die rekening heeft betaald, lijkt er geen bezwaar tegen te zijn, dat de moratoire interesten zouden ingaan volgens het gemeen recht.

Het gebeurt meer dat de bepalingen, die op de ommezijde van bestelbons of facturen gedrukt zijn, stellen dat moratoire interesten van rechtswege verschuldigd zijn, zonder dat enige ingebrekestelling of aanmaning nodig is. Wat dat betreft, zou de tekst kunnen worden aangevuld om ten volle doeltreffend te zijn.

Artikel 2.

Aangezien volgens § 1 de voor de uitoefening van een handel gebruikte gebouwen, marktkramen en voertuigen de nieuwe vermelding niet zullen moeten voeren,

.../...

zou de tekst van het tweede lid van artikel 39 van de gecoördineerde wetten betreffende het handelsregister moeten worden aangepast.

In de §§ 2 en 3 moet nader worden bepaald dat de rekening die vermeld moet worden in de "opgaaf" voor inschrijving in het handelsregister, alleen een persoonlijke rekening en geen rekening van een derde mag zijn. Zo zal een vrouw die handel drijft geen melding mogen maken van de postcheck- of bankrekening van haar man.

Artikel 3.

Waar het ontwerp de handelaars verplicht toe te staan, dat schulden van ten minste 50.000 frank door middel van een cheque of een overschrijving worden betaald, verleent het aan die betaalmiddelen een waarde die praktisch gelijk is aan die van de wettelijke munt. Zo zullen die stukken voortaan kunnen worden gebruikt voor het doen van een aanbod van gerede betaling (artikelen 1257 en volgende van het Burgerlijk Wetboek).

Maar het tweede lid van artikel 3 bepaalt dat de ontvangst van die stukken "gebeurt onder voorbehoud van goede afloop", met andere woorden onder voorbehoud van betaling in specie of banktransfer door de instelling, die het fonds in bewaring neemt.

Op die wijze zal de geldigheid van het aanbod van gerede betaling worden opgeschort tot de cheque gehonoreerd of de overschrijving uitgevoerd is.

.../...

De verplichting om een cheque of overschrijving als geldige betaling te aanvaarden, doet nochtans enkele problemen rijzen, vooral wanneer de schuldeiser tevens gehouden of genoopt is, hetzij aan zijn schuldenaar goederen of documenten ter vertegenwoordiging van die goederen te leveren (cognossement of warrantcedel), hetzij een pand of juridisch gewaarborgd handelspapaier (wisselbrieven en orderbriefjes) af te geven.

Op die wijze zou de schuldeiser genoopt kunnen zijn, roerende goederen of garanties uit handen te geven tegen een betaalmiddel dat hem dan toch minder zekerheid geeft of betaling zal volgen.

Om dat te voorkomen,zou in het ontwerp moeten worden bepaald, dat de schuldeiser maar gehouden kan zijn goederen of bewijzen van schuldvordering te leveren of een pand af te geven nadat het betalingsstuk is uitgevoerd.

Anderzijds zou de tekst doeltreffender zijn als hij ook toepassing zou vinden op alle stortingen van sommen in handelszaken, als voorschotten, provisies, deposito's, garanties.

+

+ +

Binnen de korte termijn waarover hij heeft beschikt, heeft de Raad van State de artikelen 1 en 3 van het ontwerp niet grondiger kunnen onderzoeken ; om de aan het licht gekomen moeilijkheden te ondervangen, stelt hij een tekst voor waarmede de Regering heeft ingestemd :

" .....

BOUDEWIJN, ...

Gelet op de wet van 31 maart 1967 tot toekenning van bepaalde machten aan de Koning .... inzonderheid op artikel 1, 6°, en artikel 4 ;

Gelet op de wetten betreffende het handelsregister, gecoördineerd op 20 juli 1964, inzonderheid op de artikelen 8, 9, 16 en 39 ;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Ieder handelaar moet houder zijn van een dadelijk opvraagbare rekening, op zijn naam geopend bij het Bestuur der postchecks, een in België gevestigde bank, een instelling bedoeld in artikel 1, tweede lid, 1°, van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten, of een onderneming bedoeld in artikel 1, tweede lid, 3°, van hetzelfde koninklijk besluit. Hij vermeldt de domiciliëring en het nummer van de rekening op de fakturen, rekeningafschriften of andere documenten waardoor hij betaling vordert.

.../...

Zolang die gegevens niet medegedeeld zijn aan de schuldenaar, zijn geen moratoire interesten verschuldigd ondanks iedere ingebrekestelling, aanmaning of ieder contractueel beding.

Artikel 2.-

In de wetten betreffende het handelsregister, gecoördineerd op 20 juli 1964, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° artikel 8 wordt als volgt aangevuld :

"12° de domiciliëring en het nummer van ten minste één van zijn postcheck- of bankrekeningen" ;

2° artikel 9 wordt als volgt aangevuld :

"11° de domiciliëring en het nummer van ten minste één van zijn postcheck- of bankrekeningen";

3° artikel 16 wordt aangevuld als volgt :

"4° behalve indien de wijzigingsopgave betrekking heeft op het stopzetten van de handelswerkzaamheid, de vermeldingen bepaald in de artikelen 8, 12°, of 9 , 11°, voor zover ze niet in vorige opgaven voorkomen" ;

4° in artikel 39 wordt tussen het eerste en het tweede lid de volgende bepaling ingevoegd :

"Zij moeten ook melding maken van de domiciliëring en het nummer van ten minste één postcheck- of bankrekening" ;

.../...

5° in artikel 39, tweede lid (dat ingevolge de vorige bepaling het derde lid wordt), worden de woorden "dezelfde aanduidingen" vervangen door "de vermeldingen voorgeschreven in het eerste lid".

Artikel 3.-

In de betrekkingen tussen handelaars die optreden in de uitoefening van hun handel, mogen deze geen betaling of storting van sommen van ten minste vijftigduizend frank weigeren, die gedaan worden door middel van een cheque, al dan niet gekruist, of door middel van een overschrijving op een rekening bij een van de in artikel 1 genoemde instellingen. De ontvangst van die betalingsstukken geschiedt onder voorbehoud van goede afloop, overeenkomstig het gemeen recht.

Wanneer een schuldeiser die door middel van een cheque of een overschrijving wordt betaald, gehouden is als tegenprestatie hetzij waren of andere roerende goederen, hetzij stukken ter vertegenwoordiging van waren of gewaarborgde bewijzen van schuldvordering te leveren, of een pand te geven, kan hij zijn levering uitstellen tot het betalingsstuk uitgevoerd is.

Artikel 4.-

Dit besluit treedt in werking op 1 juni 1968.

Artikel 5.-

Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

.....

..... ".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs :	G. HOLOYE,	conseiller d'Etat,	président,
de Heren :		staatsraad,	voorzitter,
	G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat,	
	F. REMION,	staatsraden,	
	R. PIRSON,	assesseurs de la section de législation,	
	G. ARONSTEIN,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. DE LEUZE,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. DE LEUZE.

(s.) G. HOLOYE.